Stratégies spatiales de l'État en Inde. Le rééquilibrage de l'État au travers de la politique des zones franches

Loraine Kennedy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/14257>

DOI : 10.4000/echogeo.14257

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Loraine Kennedy, « Stratégies spatiales de l'État en Inde. Le rééquilibrage de l'État au travers de la politique des zones franches », *EchoGéo* [En ligne], 32 | 2015, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14257> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.14257>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Stratégies spatiales de l'État en Inde. Le rééquilibrage de l'État au travers de la politique des zones franches

Lorraine Kennedy

NOTE DE L'AUTEUR

Je voudrais remercier les relecteurs anonymes ainsi que Frédéric Landy pour leurs remarques et suggestions, qui ont permis d'améliorer une version préliminaire de cet article. A New Delhi, j'ai bénéficié du soutien financier et logistique de la Ford Foundation et du Centre de Sciences Humaines, qu'ils soient ici remerciés. Les arguments présentés dans cet article s'appuient sur une démonstration plus élaborée des processus contemporains de restructuration étatique en Inde : voir Kennedy 2014a.

Introduction

- 1 En mobilisant la théorie du rééquilibrage de l'État (*state rescaling*), cet article propose d'analyser la politique des zones franches en Inde comme une stratégie de redéploiement spatial de l'État, pour mettre en place de nouvelles géographies économiques, mais également de nouveaux espaces réglementaires (Brenner, 2004). Le point de départ de ce corpus théorique est le changement d'échelle qui s'opère au sein des États nationaux dans le contexte des restructurations politiques et économiques suivant la crise du fordisme (Swyngedouw, 1997 ; Harvey, 2001). En s'adaptant à cette crise, à la mondialisation croissante des échanges et à la vague d'idéologie néolibérale qui les a accompagnées, il s'agit pour les États post-keynesiens de restructurer leur rapport au territoire, de recadrer ou rééquilibrer leurs cadres spatiaux de référence dans l'organisation de leurs territoires et dans la conduite de l'action publique. Il en émerge de nouvelles hiérarchies multiscalaires au sein des institutions de l'État ; les processus de « rééquilibrage », et les « espaces de l'État » (*state spaces*) qu'ils produisent,

sont fondamentalement instables et contestés (Brenner, 2004, p. 71). Bien que la théorie du rééquilibrage de l'État soit développée largement sur la base de l'expérience européenne, elle propose un cadre conceptuel convaincant pour examiner la manière dont l'État en Inde, situé à la périphérie du capitalisme « nord-atlantique », se restructure à mesure qu'il met en œuvre une politique axée sur une économie de marché plus ouverte aux échanges internationaux¹.

- 2 En élaborant un cadre réglementaire spécial sur des périmètres géographiques délimités, la politique des « zones économiques spéciales », comme on appelle les zones franches en Inde, vise à créer des espaces extraterritoriaux, non soumis au régime fiscal et juridique du pays. Au moyen de ces dispositions techniques, elle vise à redéfinir la relation de l'Inde avec le capitalisme mondial et à l'engager sur une voie de croissance rapide. Cette politique a des conséquences à la fois sur les entreprises indiennes qui aspirent à pénétrer les marchés mondiaux et sur les entreprises transnationales qui cherchent à se servir du territoire indien comme plate-forme d'exportation. Dans le même temps, et ce sera la thèse principale développée ici, la politique des zones économiques spéciales redéfinit la spatialité de l'État au sein du système fédéral indien et met en marche des processus de reterritorialisation. En effet, en proposant un cadre uniforme pour la mise en place de zones franches, cette politique exprime l'intention de contourner les législations en vigueur dans les différents États de l'Union indienne, mais aussi de s'affranchir des pratiques informelles qui caractérisent la gouvernance économique aux échelles infranationales. Cette tentative va à l'encontre d'une tendance générale, en Inde, octroyant une marge de manœuvre plus importante à l'échelle des États fédérés en matière de politiques de développement économique : un développement dû davantage à l'adoption des réformes économiques au début des années 1990 et à la régionalisation du politique (Yadav, Palshikar, 2008 ; Pai, 2013) qu'à une décentralisation formelle (Kennedy, 2014b).
- 3 On peut rappeler que, suite à l'Indépendance en 1947, les objectifs de l'État indien étaient semblables à ceux de tous les États « modernes », c'est-à-dire de normaliser l'espace national et d'organiser les activités sociales et économiques à l'échelle nationale. En termes théoriques, les États modernes sont amenés « à rationaliser, à unifier et à homogénéiser les relations sociales au sein de leurs frontières territoriales » (Lefebvre 1991, p. 281, cité par Brenner 2004, p. 42). Ces efforts de construction territoriale nationale continuent en Inde, de manière encore très évidente dans les discours politiques, mais également dans les politiques publiques². Cependant, dans le domaine du développement économique, d'autres types de stratégies spatiales ont vu le jour, surtout depuis l'adoption des réformes économiques au début des années 1990, qui ont mis fin à la gestion centralisée des investissements industriels sur le territoire, une pratique désignée (péjorativement) par l'expression « *Licence Raj* » (le gouvernement des licences). Elle fait référence au système complexe d'autorisations et de contrôles mis en place par l'État fédéral dans les premières décennies après l'Indépendance pour assurer une planification des capacités industrielles, sous un régime dominant de propriété privée. Il lui permet d'exercer un contrôle sur la création de nouvelles industries privées, sur leur expansion, sur leurs échanges éventuels avec le marché international et enfin sur leur localisation géographique, autant de pratiques qui limitent la capacité des États régionaux à conduire leur propre politique industrielle au sein de leur territoire.

- 4 Étant donné que la construction des échelles est un processus contesté et négocié, et parce que le territoire est constamment « travaillé » par des forces sociales, les échelles d'organisation effective des relations politiques, économiques et sociales ne sont pas statiques (Swyngedouw, 1997). Comme Neil Brenner le rappelle, « la territorialisation, quelle que soit l'échelle spatiale, doit être considérée comme un processus historique spécifique, incomplet et conflictuel, plutôt que comme une condition prédéterminée, naturelle, ou permanente » (2004, p. 43). En outre, la territorialisation doit être conçue comme un continuum, où les degrés inférieurs correspondent à une délégation d'autorité et les degrés supérieurs à un système autonome d'action collective, avec son propre mode de gouvernance (Dubresson et Jaglin, 2005). Dans cet article, l'accent sera mis sur une initiative politique importante de l'État central, mais dont la mise en œuvre dépend fondamentalement de sa rencontre avec des espaces et des stratégies des États régionaux. Les modalités de cette rencontre ont des implications pour la territorialisation à diverses échelles spatiales, pour la gouvernance économique et pour l'organisation de l'action collective.

Une nouvelle politique de zones franches

- 5 Une zone économique spéciale (ZES) est un espace délimité découpé du tissu institutionnel national et régi par un cadre réglementaire spécifique. La loi qui établit les ZES en Inde, promulguée en 2005, offre des incitations à des promoteurs privés pour établir des zones de production orientées vers l'exportation de biens et de services. Loin d'être un cas isolé, l'Inde suit une tendance mondiale : en 2007, 123 pays sur 192 étaient dotés d'un régime de zone franche (Bost, 2007). Le mode opératoire est globalement similaire partout, avec toutefois quelques différences. En Inde, la loi ZES formule un ensemble complet d'avantages fiscaux destiné aux promoteurs des zones, dont des exonérations de taxes sur les profits ainsi que sur les inputs utilisés dans la construction de la zone, y compris pour les importations. L'objectif est d'attirer des investisseurs privés, nationaux et internationaux, capables de développer des plateformes d'exportation performantes, avec des équipements et des technologies de pointe. Les entreprises individuelles qui louent des locaux dans ces zones sont également éligibles pour des exonérations fiscales (100 % d'exemption sur les revenus pour les cinq premières années, 50 % sur les cinq suivantes, et 50 % sur les bénéfices à l'exportation réinvestis pour cinq ans de plus), ainsi que des exonérations fiscales sur tous les inputs quelle que soit leur provenance. En principe, ces zones n'ont pas vocation à vendre leurs production en Inde, ni à sous-traiter des opérations.
- 6 La loi ZES de 2005 n'est pas la première politique de zones franches en Inde. En fait, comme le gouvernement aime à s'en vanter, l'Inde était le premier pays asiatique à promouvoir les zones d'exportation dès 1965 lorsque fut créée une zone franche à Kandla, sur la côte ouest du Gujarat, mais à l'évidence l'expérience n'était pas concluante (Grasset, Landy, 2007)³. La politique actuelle a commencé à prendre forme en 2000, inspirée directement par l'exemple chinois. Annoncée par le ministre du Commerce après un voyage en Chine, elle prévoyait l'établissement de nouvelles zones, qui pouvaient être publiques ou privées, ayant une taille minimale de 1 000 hectares ; les zones franches déjà existantes ont été converties en ZES. Cette politique fut redéfinie quelques années plus tard par la loi de 2005, dont l'adoption par le Parlement visait à rassurer les investisseurs quant à l'engagement de l'État et à la continuité de la

politique en cas de changement de gouvernement. En effet, le gouvernement de coalition, dirigé par le parti du Congrès qui avait pris le pouvoir en 2004, concevait la loi ZES comme un instrument clé pour atteindre ses objectifs économiques, qui comprenaient une intégration plus forte avec les marchés mondiaux. Comme nous le verrons par la suite, cette politique était également conçue comme une stratégie politique pour contourner les gouvernements régionaux, jugés incapables par New Delhi de répondre à ses attentes en termes de performance économique⁴.

- 7 Les objectifs affichés de la loi ZES sont : (i) la croissance économique, (ii) la promotion des exportations des biens et des services, (iii) l'augmentation des investissements nationaux et étrangers, (iv) la création de l'emploi, et (v) le développement des infrastructures de pointe. Si ces objectifs sont irréfutables, ils laissent apparaître, en creux, l'incapacité de l'État indien à créer des conditions propices au développement économique. La motivation profonde de la politique ne serait-elle pas d'épargner aux investisseurs la nécessité de traiter avec la réalité indienne ? D'après une économiste partisane de la politique :

“The promotion of SEZs is an attempt to deal with infrastructural deficiencies, procedural complexities, bureaucratic hassles and barriers raised by monetary, trade, fiscal, taxation, tariff and labour policies. These structural bottlenecks affect the investment climate adversely by increasing production and transaction costs” (Aggarwal, 2006, p. 4533)⁵.

- 8 Un trait caractéristique du régime actuel de ZES, qui explique les développements que l'on observe sur le terrain, est la définition de différentes catégories de ZES avec différentes exigences de superficies minimales. Les deux catégories principales sont « multi-produits » (1 000 ha minimum) et « sectorielle » - zone spécialisée dans un seul secteur d'activité (100 ha minimum). Cependant pour certains types de zones sectorielles, la superficie minimale n'est que de 10 ha. C'est le cas, par exemple, pour les technologies de l'information et les services informatiques (TIC), la taille de pierres précieuses et la fabrication de bijoux, les biotechnologies, ou encore l'artisanat. Cela marque une différence majeure avec les zones chinoises, moins nombreuses mais couvrant de très grandes superficies rurales et urbaines. Actuellement, la plupart des ZES indiennes sont de très petite taille et concentrées dans des espaces urbains (Mukhopadhyay, Pradhan, 2009).

Performance économique et effets spatiaux des ZES

- 9 Avant de passer à l'analyse des ZES comme stratégie de rééquilibrage de l'État, il est utile d'exposer certains aspects clés des résultats de cette politique. Ces éléments de contexte permettront de comprendre comment diverses échelles de l'État, ainsi que des acteurs sociaux, répondent à cette politique. Notons d'emblée que la loi ZES a généré une réponse enthousiaste de la part des investisseurs privés, et de certains gouvernements régionaux, à en juger par le nombre de propositions reçues, en particulier dans les premières années (2006-2009). A la fin de 2011, 582 projets de zone avaient reçu 'l'approbation formelle' du gouvernement central. Parmi ceux-ci, 380 ont été 'notifiés', ce qui signifie que le promoteur — ayant montré la preuve de la propriété foncière et obtenu toutes les permissions requises de la part des autorités régionales et locales — a reçu l'autorisation de commencer la construction de la zone. Toutefois, le décollage a été assez lent : seulement 196 zones étaient pleinement opérationnelles en janvier 2015, dont 19 sont des zones antérieures à 2005. Les chiffres actuels indiquent

un ralentissement sensible, lié en partie à la crise financière mondiale qui s'est traduite par une baisse de la demande et par des conditions d'emprunt plus difficiles. De moins en moins de propositions sont soumises à approbation, et des zones ont été dé-notifiées à la demande des promoteurs, passant à 352 zones notifiées aujourd'hui (cf. tableau 1).

Tableau 1 - Distribution des projets ZES par État et par Territoires de l'Union, janvier 2015.

État/Territoires de l'Union	Approbations formelles	Approbations de principe	Zones notifiées	Zones opérationnelles
Andhra Pradesh	40	4	30	18
Chandigarh	2	0	2	2
Chhattisgarh	2	1	1	1
Delhi	3	0	0	0
Goa	7	0	3	0
Gujarat	35	4	28	18
Haryana	34	3	25	6
Himachal Pradesh	0	0	0	0
Jharkhand	1	0	1	0
Karnataka	59	0	39	25
Kerala	32	0	25	14
Madhya Pradesh	19	1	9	2
Maharashtra	69	9	52	25
Nagaland	2	0	2	0
Odisha	8	1	4	2
Puducherry	1	1	0	0
Punjab	8	0	2	2
Rajasthan	9	1	8	4
Tamil Nadu	55	4	51	36
Telangana	60	0	42	24
Uttar Pradesh	31	1	22	10
Uttarakhand	1	0	0	0

West Bengal	12	2	5	7
TOTAL	491	32	352	196

Source : www.sezindia.nic.in, consulté le 3 février 2015.

- 10 Néanmoins en 2014, presque dix ans après sa mise en œuvre, le gouvernement du Congrès prétendait être encore globalement satisfait de la performance des ZES, dont le taux de croissance des exportations est monté rapidement jusqu'en 2010, comme l'indique le tableau 2. Le gouvernement BJP actuel a annoncé peu de temps après son arrivée au pouvoir en 2014 son intention de poursuivre la politique ZES et de la « raviver » en levant des obstacles à son développement⁶.

Tableau 2 - Taux de croissance des exportations des ZES

Année	Taux de croissance (d'une année à l'autre)
2006-2007	52%
2007-2008	93%
2008-2009	50%
2009-2010	121%
2010-2011	43%
2011-2012	15%
2012-2013	31%
2013-2014	4%

Sources : Government of India (Gol) 2011 (années 2006-2011), Export Promotion Council for Export-Oriented Units and SEZ (2011-2012), site officiel du Gol (2012-2014) : <http://www.sezindia.nic.in>

- 11 En termes de répartition sectorielle, le plus grand nombre de projets concerne, et de loin, le domaine du génie logiciel et des services informatiques (cf. tableau 3). En 2014, plus de 55 % des 185 zones opérationnelles se trouvaient dans cette catégorie (et plus de 60 % des zones notifiées, soit 238 sur 388). Parmi les zones sectorielles notifiées, les autres activités les plus fortement représentées sont les produits pharmaceutiques/chimiques, les biotechnologies, et l'ingénierie. Comme nous l'avons vu, la loi autorise de très petites zones dans les TIC et les biotechnologies, l'équivalent d'un parc d'affaires. Pour ses détracteurs, c'est une des clés pour comprendre les effets pervers engendrés par cette politique : elle permet aux promoteurs immobiliers de bénéficier d'allégements fiscaux pour développer des immeubles de bureaux dans les activités liées aux technologies de pointe, qui sont de toute façon en forte demande. En effet, les TIC sont un des secteurs les plus dynamiques de l'économie indienne et sont déjà orientées vers l'exportation. En outre, les besoins en infrastructures pour cette

industrie ne sont pas particulièrement difficiles à satisfaire, ne nécessitant aucune spécialisation particulière.

Tableau 3 - Distribution des SEZ par secteur d'activité, avril 2014

Secteurs	Approbations formelles	Approbations de principe	Zones notifiées	Zones opérationnelles
Agro	6	2	5	0
Multi-produit lié à une activité aéroportuaire	4	0	0	0
Industrie automobile	2	1	1	1
Aviation/Aérospatial / Animation&Gaming/ Cuivre	5	1	6	5
Métaux et minéraux	3	0	3	0
Bio-tech	30	0	19	2
Produits et matériels de la construction	2	2	2	2
Equipements électroniques	3	0	3	1
Ingénierie	17	1	13	11
Chaussures/Cuir	6	0	5	3
Industrie alimentaire	5	0	4	4
Zones de libre-échange et de stockage (FTWZ)	13	5	7	3
Pierres précieuses et joaillerie	13	3	6	3
Artisanat	5	0	3	3
IT/ITES/ Composants électroniques/ Semiconducteurs	348	1	238	102
Transformation des métaux	8	2	5	0
Ingénierie métallurgique	1	0	0	0
Multi-Produits	24	13	16	19

Multi-Services/Services	11	3	8	2
Energies non conventionnelles	6	0	4	2
Transformation du plastique	0	2	0	0
Pétrochimie & pétrole	4	1	2	1
Produits pharmaceutiques et chimiques	22	2	20	11
Multi-produit lié à une activité portuaire	7	2	2	1
Electricité et énergies alternatives	3	1	3	3
Textile/Habillement/Laine	14	1	11	6
Edition et impression sur papier	2	0	1	0
Industries transformatrices de granite	2	0	1	0
TOTAL	566	43	388	185

Source : site officiel du gouvernement indien, <http://sezindia.nic.in>, consulté le 3 février 2015.

- 12 Cette tendance est liée à une autre caractéristique des ZES indiennes : elles sont principalement promues par les investisseurs nationaux. En 2011, la part des investissements directs étrangers (IDE) dans l'investissement total était seulement de 11 % (Aggarwal, 2012, p.144). Ici aussi, la politique n'a pas produit les résultats escomptés. Il convient de noter, toutefois, que le capital financier international contribue aussi indirectement au développement des SEZ, par exemple par l'intermédiaire des promoteurs immobiliers qui mobilisent des fonds privés d'investissement⁷.
- 13 Il est remarquable que malgré l'avantage comparatif de l'Inde dans les activités intensives en travail, du fait des bas coûts de sa main-d'œuvre, ces dernières sont peu représentées dans les ZES. En 2014, parmi les zones notifiées, seulement cinq sont spécialisées dans le cuir et les chaussures et 11 dans le textile malgré la spécialisation ancienne de l'Inde dans ces secteurs. Dès lors, en ce qui concerne l'objectif déclaré de la politique de créer des emplois, le bilan est plutôt médiocre. Selon les chiffres officiels, 1 063 046 emplois ont été créés à la fin septembre 2014 dans les zones établies à la suite de la loi de 2005 (1 350 071 au total). Ce chiffre doit être apprécié par rapport à la taille de la population active, estimée à 487 millions de personnes.

- 14 Une conséquence inattendue de la politique des ZES a été des protestations populaires. Dans presque chaque région où des projets ont été proposés, il y a eu une forme ou une autre de contestation, et dans de nombreux cas des mobilisations prolongées. Les très grandes zones en particulier se sont heurtées au problème de l'acquisition des terres face à la résistance des agriculteurs. Ce qui a suscité beaucoup de colère, et a conduit à une mobilisation anti-ZES parfois à grande échelle, est la perception que les États régionaux donnent leur soutien aux promoteurs de ZES contre les intérêts des paysans (Jenkins, Kennedy, Mukhopadhyay, 2014). En effet, de nombreux gouvernements régionaux ont invoqué le pouvoir d'expropriation au nom de l'intérêt général (*public interest*), pour justifier la réquisition de force des terrains qu'ils cèdent ensuite aux promoteurs de ZES. Un exemple dramatique s'est produit à Nandigram, au Bengale occidental, où les petits propriétaires et les paysans sans terre ont refusé d'abandonner leurs terres pour un projet de zone industrielle chimique promu par un groupe indonésien et soutenu par le gouvernement de l'État. En 2007, après une lutte prolongée, des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont soldés par un lourd bilan : 38 morts estimés (Banerjee, 2014). Par la suite, le gouvernement du Bengale occidental a annulé le projet. Cet épisode dramatique illustre la manière dont la politique nationale des ZES peut se traduire à l'échelle locale où elle rencontre les stratégies spatiales de l'État régional ainsi que la résistance de forces sociales mobilisées.

Effets spatiaux de la politique des ZES

- 15 Les effets spatiaux de la politique des ZES reflètent en large partie des géographies économiques préexistantes : les investissements se sont concentrés dans les régions les plus développées sur le plan industriel et plus particulièrement à proximité des grandes agglomérations urbaines (Mukhopadhyay, Pradhan, 2009). Ces espaces sont relativement mieux équipés en infrastructure (énergie, ports, aéroports, télécommunications), et dans de nombreux cas la proximité de la grande ville assure un pool de main d'œuvre et des services de soutien dont les promoteurs de zones ont besoin, y compris des logements et des écoles de qualité pour les personnels encadrants et leurs familles. Comme mentionné précédemment, une grande proportion des projets sont dans le génie et les services informatiques, qui emploient des ingénieurs et des techniciens qualifiés pour les premiers, et des diplômés anglophones pour les derniers. Les grandes villes sont plus susceptibles d'offrir les modes de vie recherchés par de jeunes « professionnels ».
- 16 La carte ci-dessous (illustration 1) localise les projets de ZES formellement approuvés spécialisés dans l'informatique en 2010, en fin de la période la plus dynamique pour les projets ZES, et montre la concentration dans les grandes villes. Avec 63 zones, la « Région de la capitale nationale » Delhi avait la plus forte concentration ; la plupart de ces zones sont situées dans la périphérie de la ville - 28 à Gurgaon (Haryana) et 26 à Noida (Uttar Pradesh). La région capitale est suivie par Hyderabad (48), Bengaluru (26), Chennai (24), Kolkata (14), Pune (13) et Mumbai (12).

Illustration 1 - La localisation des projets ZES spécialisées en TIC, 2010

- 17 Au-delà de l'exemple du secteur des TIC, les ZES sont concentrées géographiquement dans un petit nombre d'États (cf. tableau 1). Début 2015, les trois quarts des zones opérationnelles dans le pays (146 sur 196) sont situées dans seulement six États. Ceux-ci – Andhra Pradesh, Gujarat, Karnataka, Maharashtra, Tamil Nadu et Telangana – sont parmi les plus développés industriellement. De plus, à l'exception de Kolkata, les plus grosses métropoles du pays (Bengaluru, Chennai, Hyderabad, Mumbai) sont situées dans ces États. En ce qui concerne la région métropolitaine de Delhi, elle regroupe une cinquantaine de zones notifiées (16 en opération), situées dans les États limitrophes de l'Haryana et de l'Uttar Pradesh (cf. tableau 1).
- 18 Beaucoup plus en détail, la carte ci-dessous (illustration 2) représente la distribution par district des 582 ZES officiellement approuvées fin 2011. Elle montre que pas moins de 130 districts sur un total de 615 en Inde abritent au moins une zone. Près de la moitié d'entre eux (58) ont une seule zone ; 16 districts ont entre huit et 40 zones, et pris ensemble ils regroupent 330 ZES, soit 57 % du total. Les régions métropolitaines, représentées par les taches grises sombres, ressortent clairement, tout comme la concentration relative au sein des régions à croissance rapide dans le sud et l'ouest du pays, ainsi que dans certaines régions côtières. Il est frappant de constater l'absence presque totale de projets de ZES dans l'aval de la vallée du Gange, sur une diagonale entre Delhi et Kolkata (États de l'Uttar Pradesh, du Bihar et du Jharkhand). Cette vallée, densément peuplée, compte parmi les plus pauvres du pays et les plus défavorisées en termes de développement humain.

Illustration 2 - Distribution des projets ZES par district, novembre 2011

Rééquilibrage de la réglementation économique

- 19 La politique en la matière est extrêmement complexe dans la mesure où elle interagit avec de nombreuses autres réglementations, telles que la fiscalité, les douanes ou l'emploi. Sa mise en œuvre nécessite donc la participation de nombreux ministères et de tous les échelons de gouvernement, y compris le niveau local pour ce qui concernent le zonage, les plans d'urbanisme et les codes de construction. Entre échelles locale et nationale se situe celle des États régionaux, qui jouent un rôle critique dans la mise en œuvre de cette politique. Tout d'abord, par leurs prérogatives constitutionnelles en matière de développement industriel, de gestion du foncier et des relations sociales du travail, ces États ont la possibilité de conduire des politiques propres dans des domaines qui sont directement visés par la politique des ZES. La bonne mise en œuvre de la politique dépendrait-elle de la bonne volonté des gouvernements et des administrations des États ? Pour essayer d'éviter que cela soit le cas, le modèle de gouvernance conçu par la loi de 2005 concentre les pouvoirs décisionnels entre les mains de la bureaucratie de l'État central. À certains égards, ce modèle de gouvernance ressemble à un retour à la gestion économique centralisée d'avant la libéralisation - sans toutefois le contrôle direct sur la localisation géographique des zones : l'État fédéral s'arroge le rôle de faiseur de règles vis-à-vis des gouvernements des États ; il s'interpose comme « architecture intermédiaire » entre les investisseurs et l'ancrage physique du capital dans l'espace (*spatial fix*) (Harvey, 2001). La politique de ZES s'exprime ainsi comme une stratégie pour rééquilibrer l'économie nationale par la création d'espaces exceptionnels conçus pour assurer une interaction sans 'tracas' avec l'économie mondiale et des investisseurs internationaux. De telles « technologies de zonage » (*zoning technologies*),

qui sont largement utilisées dans le monde entier (Bost, 2010), ont été analysées comme des exemples d'« exceptions néolibérales » visant à appuyer la croissance économique, mais aussi à créer des techniques de gouvernement différenciées au sein de l'espace national (Ong, 2006).

- 20 En effet, la politique des ZES est conçue comme composante clé de la stratégie du gouvernement central pour stimuler la croissance, et surtout les exportations. Or ses dispositions s'appliquent uniquement à des aires géographiques limitées (parfois très restreintes, comme nous l'avons vu). En ce sens elle ne tente pas de résoudre tous les problèmes qui caractérisent le climat d'investissement en Inde et qui nécessiteraient des réformes sur l'ensemble du territoire national. Au lieu d'inaugurer un changement radical dans son engagement avec la mondialisation et avec une idéologie néolibérale, cette politique apparaît plutôt craintive, dévoilant la réticence ou l'incapacité des décideurs à mettre en œuvre des réformes plus profondes (Jenkins, 2011). L'État central a tendance à rejeter la faute sur les États régionaux qui n'ont pas su créer des conditions propices au développement économique (Menon, Mitra 2009, p. 8). Nonobstant une telle rhétorique, la participation régulière de formations politiques régionales dans des coalitions de gouvernement à l'échelle nationale — du moins jusqu'à la victoire du BJP disposant à lui seul de la majorité en 2014 — réduit la marge de manœuvre de l'État central vis-à-vis des États pour les contraindre à accélérer le programme de réformes économiques inachevé dans leurs territoires.

La structure de gouvernance des ZES

- 21 La structure de gouvernance des ZES reflète le commandement du gouvernement central dans le processus de mise en œuvre formelle de la politique. Les hauts fonctionnaires de New Delhi en ont été la force motrice depuis leur création jusqu'à aujourd'hui, un service spécial au sein du ministère du Commerce étant chargé de son suivi. Un Comité d'approbations (*Board of Approvals*), présenté comme guichet unique, constitue une institution clé. Il est composé de 19 membres de droit, la plupart en provenance des ministères et des départements du gouvernement central (le commerce, les finances, les impôts, la production industrielle, la science et technologie, le développement urbain, etc.). En fonction des projets de zone examinés par le Comité, un membre nommé du gouvernement de l'État fédéré concerné y siège provisoirement, ainsi que le haut fonctionnaire chargé de la région concernée, le « Commissaire du développement » (*Development Commissioner*). Le territoire national est divisé en sept grandes zones, chacune dirigée par un Commissaire du développement chargé de s'occuper de toutes les ZES localisées dans sa juridiction. Ce dispositif constitue la structure de contrôle et de commandement de la politique sur le territoire national. Il s'agit d'une structure « emboîtée » dans la mesure où le Commissaire du développement préside également la structure de gouvernance au niveau très local d'une ZES individuelle, que l'on appelle le Comité d'approbation de l'Unité. Sa tâche principale est d'approuver les propositions du promoteur pour la mise en place d'unités (entreprises) dans la zone.
- 22 Au niveau formel, cette structure de gouvernance ressemble étrangement au comité central d'approbation de l'époque du *Licence Raj*, mentionnée plus haut, et d'une certaine manière va plus loin. En effet, elle repose sur une organisation territoriale *ad hoc* au centre de laquelle se trouvent ces Commissaires du développement,

fonctionnaires en députation de l'administration centrale sous la responsabilité hiérarchique du ministre du Commerce du gouvernement fédéral. Ces Commissaires, de rang élevé, sont appelés à occuper une position cruciale dans l'architecture de mise en œuvre des ZES et à assurer la bonne réalisation de la politique.

- 23 Les gouvernements des États quant à eux sont cooptés dans cette structure de gouvernance centralisée, et sont censés apporter leur pleine coopération. Par exemple, un promoteur peut soumettre un projet de ZES soit au gouvernement de l'État où il veut s'implanter, soit directement au Comité d'approbation à New Delhi. Si le projet est soumis au gouvernement provincial, ce dernier est tenu de le faire suivre au Comité d'approbation avec son évaluation, favorable ou défavorable, dans les 45 jours à compter de la date de réception. C'est une étape importante car en donnant un avis favorable, le gouvernement de l'État s'engage implicitement à fournir des services essentiels à la ZES. En effet, le Comité d'approbation ne donnera pas son accord à une proposition tant que le gouvernement de l'État ne l'a pas recommandée. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que certains États s'interrogent sur l'utilité d'appuyer cette politique et se demandent s'ils en retirent un gain net.

La mise en œuvre des ZES dans une fédération multi-scalaire

- 24 Pour comprendre la manière dont la politique des ZES se déploie dans les faits et comment elle restructure la spatialité de l'État, il est essentiel d'examiner sa rencontre, au sens figuré, avec les stratégies des États régionaux. Alors qu'en principe, les politiques et la législation des États doivent être conformes à la loi nationale, les recherches récentes indiquent qu'il existe des approches divergentes entre États, ainsi que des pratiques qui ne sont pas conformes à la politique fédérale⁸.
- 25 La loi ZES laisse certains aspects fondamentaux à la discrétion des gouvernements des États, par exemple en ce qui concerne les questions du droit du travail. En l'absence de règles explicites contraires, c'est la législation du travail en vigueur dans chaque État (elle-même certes conforme à la loi nationale) qui doit s'appliquer. Il est intéressant de noter que le projet de loi sur les ZES au Maharashtra, qui date de 2002, est bloqué en raison des clauses visant à restreindre l'activité syndicale et l'application des lois du travail (Mody, 2010, p. 9). Seule la loi ZES du Gujarat, ratifiée en 2004, aborde clairement la façon dont le code du travail s'applique dans une ZES ; la loi vise explicitement à rendre « flexible » l'application de la législation : « La loi permet au gouvernement d'apporter des modifications aux seize articles de la législation du travail 'au moment et de la manière qu'il juge nécessaire' » (Mody, 2010, p. 10)⁹.
- 26 D'autres États ont opté pour une approche moins explicite à l'égard de cette question sensible. Dans certains cas, ils ont défini les ZES comme des « services essentiels », ce qui leur permet d'opérer des dérogations à la législation du travail, notamment au droit de grève, avec des implications importantes pour les droits sociaux. Dans d'autres cas, les États ont décidé de déléguer au Commissaire du développement les pouvoirs du Commissaire du travail (*Labour Commissioner*), le haut fonctionnaire responsable des relations de travail au niveau de l'État régional, ce qui revient à concentrer davantage de pouvoir entre les mains de ce représentant du gouvernement central. Cette délégation de pouvoir est justifiée par le fait que le Commissaire du développement est en contact avec les cadres des entreprises situées dans la zone et qu'il entretient en

général de bonnes relations avec eux¹⁰. Ainsi, dans le cas d'un conflit du travail, le Commissaire du développement pourrait exercer une influence sur la direction de l'entreprise pour trouver une solution rapide avant que les problèmes ne dégénèrent. Ce qui est implicite avec cet arrangement : les Commissaires du travail, parce qu'ils sont des professionnels formés pour gérer des conflits sociaux, seraient plus susceptibles de permettre aux représentants des employés d'enregistrer leurs revendications au sein du cadre juridique que les Commissaires du développement, qui chercheraient plutôt une solution informelle et rapide. Il n'est pas anodin dans ce contexte que le département du Commerce ait fait savoir qu'il était favorable à la délégation des pouvoirs du Commissaire du travail. Cette procédure a été mise en place par exemple dans l'État de l'Uttar Pradesh, où la grande majorité des ZES sont situées à la périphérie orientale de Delhi, à Noida et Greater Noida. Si le Commissaire du développement de cette zone a insisté lors d'un entretien sur le fait que les lois du travail en vigueur dans l'État s'appliquent bel et bien dans les ZES, il a également signalé que les gestionnaires de Noida refusent de fournir des locaux aux syndicats, en vue de limiter leur influence¹¹.

- 27 Comme le souligne cette analyse, le ministère du Commerce préfère placer autant de responsabilités que possible entre les mains des Commissaires du développement afin de rationaliser la mise en œuvre de la politique sur le territoire national. L'organisation territoriale des ZES vise à se substituer effectivement aux juridictions territoriales infranationales. En effet, une évaluation réalisée récemment par le ministère chargé de la politique des ZES accuse les États régionaux de ne pas se conformer pleinement à la loi :

« Six années d'expérience ont montré que, bien que la loi ZES contienne des dispositions qui lui donnent la possibilité de contourner les dispositions incompatibles dans d'autres législations, cela ne s'est pas traduit sur le terrain par le respect des obligations de la part des gouvernements des États ni par la mise en place d'un guichet unique efficace à ce niveau. Les promoteurs des ZES se plaignent souvent du fait que de nombreux gouvernements régionaux ne suivent pas la lettre ni l'esprit de la loi, les privant ainsi d'avantages cruciaux sur le terrain » (GoI, sans date, vers 2011, p. 25).

- 28 Si le ministère du Commerce essaie d'influencer les pratiques des gouvernements provinciaux, cela implique souvent de mettre la stratégie du gouvernement central au-dessus des intérêts des États, ce qui explique pourquoi ces derniers sont réticents à coopérer. Un exemple : l'État de l'Haryana exige de la part des promoteurs de ZES le paiement des frais de développement (*development charges*) pour couvrir une partie des coûts des réseaux vers et à l'intérieur de la zone, tels que les routes, l'électricité, l'eau et l'assainissement (Kennedy, 2014c). Le Commissaire du développement chargé de l'Haryana a déclaré dans un entretien qu'il avait écrit « au nom des promoteurs » pour demander au gouvernement de l'État de cesser de percevoir ces frais de développement au motif qu'ils vont à l'encontre de la loi. Six mois plus tard, le même responsable a indiqué qu'aucune décision n'avait été prise mais qu'une réunion de haut niveau a eu lieu avec le gouvernement de l'Haryana afin de demander officiellement la suppression des frais de développement. Il estimait que les gouvernements des États devaient faciliter les investissements privés car ils avaient donné un avis favorable au Comité d'approbation, et que cela valait engagement¹².
- 29 Mais en Haryana, le responsable du Département des industries a indiqué de son côté que si son gouvernement envisageait de réduire les frais de développement, il

n'accepterait pas de les éliminer complètement car cela reviendrait à faire supporter ces coûts aux contribuables¹³. Ce haut responsable explique qu'à Gurgaon, ville satellite de Delhi où se trouvent la vaste majorité des ZES dans l'Haryana, le prix de l'immobilier est très élevé. Afin de développer les routes d'accès pour les projets de ZES, le gouvernement de l'État doit payer le prix du marché pour le foncier (qui, au moment de l'entretien en 2010 étaient de 10 millions de roupies l'acre, soit environ 2 500 €/m²). Dans cette optique, on comprend plus facilement l'attitude « non coopérative » du gouvernement de l'Haryana, consolidée par sa capacité relativement élevée à attirer les investissements sur son territoire, *a fortiori* dans les régions contiguës à Delhi. L'État peut raisonnablement s'interroger sur ce qu'il gagne de la politique de ZES : celle-ci a engendré une trentaine de petites zones d'activité, principalement de services informatiques, au cœur de Gurgaon, une ville en plein essor qui n'avait pas besoin d'exonérations fiscales pour se rendre attrayante¹⁴.

- 30 L'exemple des frais de développement perçus par l'Haryana suggère la surcharge que place la politique des ZES sur les finances publiques des États. En janvier 2011, l'Haryana a fait un pas de plus pour limiter sa responsabilité vis-à-vis des promoteurs de ZES : il a annoncé que compte tenu de la pénurie d'eau, aucune ZES additionnelle ne serait autorisée à Gurgaon avant la mise en place du nouveau système d'approvisionnement en eau, à moins que le promoteur s'engage à mettre en place son propre système (mais tout forage lui est interdit). Ces exemples illustrent la manière dont les gouvernements des États affirment leur droit de refuser leur coopération et de faire valoir leurs intérêts sur leur territoire.

Conclusion

- 31 Le but ici n'était pas d'évaluer la performance des ZES indiennes mais plutôt d'analyser les processus politiques qui sous-tendent cette politique publique controversée. Cet article a proposé de considérer la politique des ZES comme une stratégie de rééquilibrage dans la mesure où elle réoriente l'organisation spatiale des activités économiques, par la création d'enclaves dédiées à la production de biens et de services destinés à l'exportation, et fait émerger en même temps de nouvelles « coordonnées » de l'organisation territoriale de l'État chargées de la régulation économique (Brenner, 1998). En substance, la politique réalise le morcellement du territoire national (zones extraterritoriales) et définit un cadre réglementaire spécial et exclusif pour régir ces espaces. Extraits ainsi du tissu territorial national, et des juridictions des États infranationaux, ces espaces ne sont pas destinés à interagir avec l'économie nationale. D'apparence, il s'agirait d'une recentralisation par renforcement de la déconcentration. Or, l'analyse a montré que cette stratégie est contrée par les États régionaux et ne peut aboutir, ou seulement de manière partielle. Dans la rhétorique entourant la politique des ZES, les zones imaginées (et imaginaires) apparaissent comme le fantasme moderniste d'une économie construite sur une *tabula rasa* (Bach, 2011). Ce fantasme consiste à vouloir créer des espaces totalement indépendants de leur environnement au sens large : physique, social, politique. L'analyse présentée ici, corroborée par d'autres études¹⁵, suggère à quel point cette représentation s'éloigne de la réalité. Des épaisseurs institutionnelles et réglementaires à toutes les échelles spatiales participent à façonner les modalités de mise en œuvre de la politique; de même, les modes existants de relations socio-politiques et l'héritage des mobilisations politiques du passé influencent

la réception des ZES et conditionnent à leur tour la réponse politique des États régionaux face aux mouvements d'opposition et aux pressions des groupes d'intérêt organisés de la société.

- 32 L'analyse a montré que la stratégie de rééquilibrage de l'État central est contestée aux échelles infranationales. Les États régionaux se trouvent directement aux prises avec la mise en œuvre de cette politique, à commencer par la question du foncier et des infrastructures en réseaux, mais aussi le respect des lois du travail à l'intérieur des zones. Les exemples analysés ici suggèrent une tension entre l'État central et les États régionaux, qui est le résultat du chevauchement de leurs compétences territoriales mais aussi de leurs stratégies politiques distinctes en matière de développement économique. Bien que subordonnés à l'État central dans la structure de gouvernance *ad hoc* des ZES, les gouvernements provinciaux font valoir un espace étatique (décisionnel et opérationnel) et participent ainsi à façonner les conditions de l'accumulation du capital. Cet exemple de rééquilibrage de l'État montre que sa réalisation dépend de la rencontre entre les stratégies définies à New Delhi et celles émanant des États régionaux, et que cette rencontre participe au processus tendu et toujours incomplet de construction d'échelles.

BIBLIOGRAPHIE

- Aggarwal A., 2006. Special Economic Zones: Revisiting the Policy Debate. *Economic and Political Weekly*, 41(43-44), p. 4533-4536.
- Aggarwal A., 2012. *Social and Economic Impact of SEZs in India*. New Delhi: Oxford University Press.
- Bach J., 2011. Modernity and the Urban Imagination in Economic Zones. *Theory, Culture & Society*, 28(5), September 2011, p. 98-122.
- Banerjee P. S., 2014. Orissa and West Bengal. The SEZ Imbroglio. In R. Jenkins, L. Kennedy & P. Mukhopadhyay (dir.), *Power, Policy, and Protest. The Politics of India's Special Economic Zones*, New Delhi, Oxford University Press, p. 272-303.
- Bedi H. P., Tillin L., 2015. Inter-state Competition, Land Conflicts and Resistance in India. *Oxford Development Studies*, 43, 2, p. 194-211.
- Bost F., 2007. Les zones franches, interfaces de la mondialisation. *Annales de géographie*, 6(658), p. 563-585.
- Bost F. (Ed.), 2010. *Atlas mondial des zones franches*. Paris, CNRS GDRE S4, La Documentation française.
- Brenner N., 1998. Global Cities, Glocal States: Global City Formation and State Territorial Restructuring in Contemporary Europe. *Review of International Political Economy*, 5(1), p. 1-37.
- Brenner N., 2004. *New state spaces: urban governance and the rescaling of statehood*. Oxford New York, Oxford University Press.

Dubresson A., Jaglin S., 2005. Gouvernance, régulation et territorialisation des espaces urbanisés. Approches et méthode. In B. Antheaume, F. Giraut (dir.), *Le territoire est mort. Vive les territoires!* Paris, IRD Editions, p. 338-353.

Government of India (sans date, ca. 2011). *Discussion Paper to Facilitate Stakeholder Consultation on Potential Reform of the SEZ Policy and Operating Framework*. Document disponible sur le site officiel du gouvernement, sans date, consulté le 22 novembre 2011. URL : http://sezindia.nic.in/writereaddata/updates/sez_review.pdf

Grasset J., Landy F., 2007. Les zones franches de l'Inde, entre ouverture à l'international et spéculation immobilière. *Annales de géographie*, n° 658, p. 608-627.

Halbert L., Rouanet H. 2013. Filtering Risk Away: Global Finance Capital, Transcalar Territorial Networks and the (Un)Making of City-Regions: An Analysis of Business Property Development in Bangalore, India. *Regional Studies*, 48(3), p. 471-484.

Harvey D., 2001. *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*. New York, Routledge.

Jenkins R., 2011. The Politics of India's Special Economic Zones. In S. Corbridge, J. Harriss, S. Reddy & S. Ruparelia (dir.), *India's Great Transformation*, New York, Routledge, p. 49-65.

Jenkins R., Kennedy L., Mukhopadhyay, P. (dir.), 2014. *Power, Policy, and Protest: The Politics of India's Special Economic Zones*. New Delhi, Oxford University Press.

Kennedy L., 2014a. *The Politics of Economic Restructuring in India. Economic Governance and State Spatial Rescaling*. London and New York, Routledge.

Kennedy L., 2014b. Le fédéralisme indien : un système centralisé en voie de rééquilibrage. In C. Jaffrelot (dir.), *L'Inde contemporaine de 1990 à nos jours*, Paris, Fayard, collection Pluriel, p. 29-52.

Kennedy, L., 2014c. Haryana. Beyond the Rural-Urban Divide. In R. Jenkins, L. Kennedy & P. Mukhopadhyay (dir.), *Power, Policy, and Protest: The Politics of India's Special Economic Zones*, New Delhi, Oxford University Press, p. 170-202.

Lefebvre H., 1991 [1974]. *The Production of Space*. Cambridge, Mass., Blackwell.

Menon S. N., Mitra S. K., 2009. *Special Economic Zones. The Rationale*. New Delhi, CPR Occasional Paper Series No. 16, Centre for Policy Research

Mody A., 2010. *Special Economic Zones: A Briefing Note*. Document disponible sur le site IndiaSEZPolitics.org, consulté le 23 mars 2015. URL : <http://indiasenzpolitics.org/article.php?id=184>

Mukhopadhyay P., Pradhan, K. C., 2009. Location of SEZs and Policy Benefits: What Does the Data Say? In *Special Economic Zones. Promise, Performance and Pending Issues*. New Delhi: CPR Occasional Paper Series No. 16, Centre for Policy Research.

Ong A., 2006. *Neoliberalism as Exception: Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham [N.C.], Duke University Press.

Pai S. (dir.), 2013. *Handbook of politics in Indian states : region, parties, and economic reforms* (First edition. ed.).

Searle L. G., 2014. Conflict and Commensuration: Contested Market Making in India's Private Real Estate Development Sector. *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(1).

Swyngedouw E., 1997. Neither global nor local: 'glocalization' and the politics of scale. In K. R. Cox (Ed.), *Spaces of globalization: Reasserting the power of the local* New York, London, The Guilford Press, p. 137-166.

Yadav Y., Palshikar, S., 2008. Ten theses on state politics in India. *Seminar*, No. 591.

NOTES

1. Il convient toutefois de souligner les logiques distinctes qui sous-tendent les stratégies de rééquilibrage en Inde, et le fait que ces stratégies semblent davantage « offensives » que « défensives » contrairement au cas de l'Europe. Voir Kennedy 2014a, surtout le chapitre 7.
2. On peut citer par exemple les politiques de sécurité alimentaire (*Public Distribution System*) ou le programme d'emploi garanti (*National Employment Guarantee Scheme*).
3. En 2004-2005, la part des huit zones dans les exportations totales n'était que de 5 %, et elles ne représentaient que 1 % des emplois manufacturiers « formels » (Aggarwal, 2006, p. 4534).
4. D'après un des rédacteurs de la loi ZES, "*The strongest pro-SEZ argument is that the DTA [Domestic Trade Area], one that is driven by the States – all of which have differing economic persuasions – has long been unable to meet any of these expectations [generate economic activity, develop infrastructure, increase investment, raise net export earnings, boost employment, induct R&D]*". (L'argument le plus fort en faveur des ZES est que l'économie nationale, dirigée par les États - qui ont tous des persuasions économiques différentes - a longtemps été incapable de répondre à ces attentes [générer une activité économique, développer les infrastructures, accroître les investissements, augmenter les recettes d'exportation nettes, stimuler l'emploi, introniser R & D]). (Menon and Mitra, 2009, p. 8).
5. « La promotion des ZES est une tentative pour faire face aux carences des infrastructures, à la complexité des procédures, aux tracas bureaucratiques et aux obstacles soulevés par les politiques monétaire, commerciale, fiscale, et du travail. Ces goulets d'étranglement structurels ont des effets négatifs sur le climat d'investissement en augmentant les coûts de production et de transaction ».
6. Notamment en supprimant la taxe MAT (*minimum alternative tax*) imposée en 2011 sur les profits des entreprises localisées dans des ZES. Voir « *Budget 2014: Government to Take Effective Steps to Revive SEZs* », NDTV, le 10 juillet 2014, consulté le 23 mars 2015 : <http://www.ndtv.com/india-news/budget-2014-government-to-take-effective-steps-to-revive-sezs-586498>
7. Les IDE dans l'immobilier ont été déréglementés en 2005, et ont fortement augmenté en 2006 et 2007, avant de retomber suite à la crise financière mondiale de 2008. L'Inde est une destination de choix pour le capital financier en raison des rendements élevés qu'elle génère. Voir par exemple Halbert, Rouanet, 2013 et Searle, 2014.
8. Un projet récent a étudié la manière dont 11 États ont mis en œuvre la politique de ZES et ont géré les mouvements d'opposition sur leurs territoires. Cf. Jenkins, Kennedy, Mukhopadhyay, 2014.
9. « *The Act allows the government to amend any of sixteen pieces of labour-related legislation “as and when considered necessary”* » (Mody, 2010, p. 10).
10. Entretien de l'auteure avec le Commissaire du développement de la Zone Nord (qui comprend huit États et le territoire de Chandigarh), à New Delhi, le 3 juillet 2009.
11. Entretien de l'auteure avec le Commissaire du développement de la zone Nord à New Delhi, le 3 juillet 2009.
12. Entretien de l'auteure avec le Commissaire du développement chargé de la zone Nord, à New Delhi, le 15 janvier 2010.
13. Entretien téléphonique de l'auteure avec le responsable (*Secretary*), du Département des industries de l'Haryana, le 15 janvier 2010.
14. La population de Gurgaon a augmenté de plus de 73 % entre 2001 et 2011, d'après le dernier recensement.
15. Voir les diverses études présentées dans le volume collectif dirigé par Jenkins, Kennedy, Mukhopadhyay, 2014, ainsi que Bedi et Tillin, 2015.

INDEX

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

LORAIN KENNEDY

Loraine Kennedy, kennedy@ehess.fr, est Directrice de recherche CNRS, membre du Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS). Elle a publié récemment :

- Kennedy L., 2015. Rééquilibrage de l'État et changement d'échelle des espaces urbains en Inde. *Urbanités, Mondes indiens* <http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-reetalonnage-de-letat-et-changement-dechelle-des-espaces-urbains-en-inde/>
- Kennedy L., 2014, *The Politics of Economic Restructuring in India: Economic Governance and State Spatial Rescaling*. Londres/New York, Routledge, 192 p.
- Kennedy L., 2014. L'État et le développement industriel en Inde : de la petite industrie aux zones économiques spéciales. *Critique Internationale*, n° 63, p. 77-93.